

# Abattoirs. À chacun son bout de gras

Marie-Line Quéau

Pour maintenir des circuits courts près des éleveurs, le Finistère disposait de trois abattoirs publics construits dans les années 1960. Un grand au Faou et deux plus petits, à Lesneven et à Pont-Croix. Jusqu'à la fermeture de ce dernier il y a exactement deux ans. État des lieux.

*L'abattoir du Faou et sa proximité avec la voie express pour le volume, ceux de Lesneven et Pont-Croix pour la valorisation des viandes de terroir, comme ces Limousines élevées dans le Cap Sizun : deux modèles qui entendent répondre aux différentes attentes des éleveurs et des consommateurs.*



Les groupes industriels de production de viande de volaille, de porc ou de bœuf ont leurs propres abattoirs intégrés. Dans le Finistère, on peut citer Bigard à Quimper, Arnal au Faou ou Socopa à Châteauneuf-du-Faou. Il existe quelques abattoirs privés multi-espèces, comme Bretagne Viandes à Quimper et il faut aussi noter que tous les animaux ne sont pas abattus sur leur zone d'élevage. C'est le cas pour 40 % des porcs.

Quant aux trois abattoirs publics, tous

trois intercommunaux, ils sont en sur-sis depuis au moins dix ans. En bout de course, celui de Pont-Croix, dans le Cap Sizun, était devenu un gouffre financier. Dans le nord du département, celui de Lesneven était aux normes mais accusait un déficit structurel très lourd. L'outil du Faou, dont l'exploitation est déléguée depuis 1995 à une société privée, carbure à plein régime. Mais il est vétuste, à la limite de perdre son agrément sanitaire.

## Pont-Croix ferme, Lesneven résiste

En 2014, les trois présidents de communautés de communes se sont mis d'accord pour considérer qu'il fallait porter les efforts financiers sur l'abattoir du Faou, idéalement placé, et fermer les deux autres, dont le volume d'abattage était trois fois inférieur. L'objectif visé : construire du neuf pour doubler la capacité. Un projet à 4,50 M€ est sorti des cartons, pour une capacité de 2 000 tonnes/an.

Mais les trois présidents n'ont pas été réélus... Et leurs successeurs ne l'ont pas entendu de la même oreille. Dans le Cap Sizun, le devenir de l'équipement a agité les conseils communautaires pendant, sans doute, trop longtemps, car l'issue s'est imposée d'elle-même : on ferme. C'était en mars 2017. Un collectif d'éleveurs du territoire s'est alors positionné pour reprendre l'équipement (ci-dessous). À Lesneven, les élus ont fait de la résistance et maintenu l'outil ouvert. Il est

aujourd'hui agréé pour 1 000 t mais stagne autour de 300 t, avec une courbe à la baisse, en raison de la diminution de la production et du nombre d'éleveurs.

## Au Faou, nouvel outil à 7,50 M€

Pendant ce temps au Faou, le dossier s'est enlisé. Les énergies se sont concentrées sur la fusion avec la communauté de communes de Crozon, intervenue le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Daniel Moysan, le maire de la capitale presqu'îlienne, en a pris les rênes. Dans la corbeille de mariage : l'abattoir obsolète. « J'ai remis l'ouvrage sur le métier et j'ai pris mes responsabilités, déclare Daniel Moysan. Je veux faire cet abattoir et je ferai tout pour que le projet soit sur les rails avant mon départ (Daniel Moysan ne se représente pas aux prochaines élections, NDLR). Je ne ferai pas la même erreur que nos prédécesseurs ». Sauf qu'entre-temps, le projet est passé de 4,50 M€ à 7,50 M€, les services de l'État ayant considéré qu'il fallait porter la capacité du nouvel outil à 5 000 t. Elle serait actuellement calibrée, nous dit-on, à 3 000 t.

Le prévisionnel prévoit un emprunt pour un tiers de l'investissement et une participation de l'État, de la Région et du Département pour un autre tiers. Le dernier tiers sortira des caisses des communautés de communes du Finistère. « Cinq sur dix-neuf n'ont pas encore accepté », indique Daniel Moysan, qui se dit « confiant ». De ce côté-là, 700 000 € restent à trouver pour boucler le financement. Il espère 200 000 € de plus de la part du Département.

## MICROSILLONS

### Énergie. Aides au photovoltaïque en autoconsommation



Un appel à projets a été lancé, le 1<sup>er</sup> février, pour favoriser le développement des panneaux solaires photovoltaïque en autoconsommation. Les pro-

jets sélectionnés bénéficieront d'une aide de la Région Bretagne à hauteur de 20 % du montant total des dépenses éligibles. Ce montant est plafonné à 15 000 € maximum par projet (75 000 € d'investissement). Les études de faisabilité seront également financées à hauteur de 50 % des dépenses éligibles, avec un plafond d'aides à 1 000 € par projet.

*Renseignements à la chambre d'agriculture. Tél. 98 52 49 61 ; mail : jean-yves.carre@bretagne.chambagri.fr.*

### Agri deiz. Les enfants d'abord

Invités à participer à un concours sur le thème des espèces végétales et des cultures, les enfants des écoles primaires du Finistère seront les premiers à fouler les allées des Agri Deiz, vendredi

matin 22 mars, au parc des expositions de Penhivers. L'occasion de découvrir le monde agricole et les animaux de la ferme. Le grand public est attendu samedi et dimanche, de 10 h à 18 h.

## À Pont-Croix, un projet 100 % terroir

Marie-Line Quéau

L'Adapoc, l'association d'éleveurs qui porte le projet de réouverture de l'abattoir de Pont-Croix, attend, elle aussi, des aides des collectivités locales et territoriales. Et là aussi, ses promoteurs se disent confiants.

« Nous ne sommes pas en opposition avec le projet du Faou », souligne Gwenaél Le Berre, éleveur de bovins et président de l'association, qui compte une trentaine de membres. « Nous, nous tablons sur 200 t/an. Nous ne leur prendrons pas de parts de marché. Notre modèle est différent, tourné davantage sur notre terroir. Nous nous inscrivons dans un projet de territoire, et sommes suivis, dans ce sens, à 100 % par le Département et la Région », décrit-il. « Nous misons sur des services à la



distance, comme celles des criées à poisson. Ce qui est totalement innovant. À terme, nous visons une certification bio et un label IGP pour nos viandes (Indication géographique protégée) », complète Gwenaél Le Berre.

### 500 000 € de travaux

« Par ailleurs, nous venons de nous former afin de pouvoir abattre nous-mêmes nos bêtes dans notre atelier. 500 000 € de travaux sont prévus pour une ouverture en fin d'année », entrevoit l'éleveur. Le nouvel outil sera géré par une Société coopérative d'intérêt collectif (Scic) qui réunira des éleveurs, bouchers, restaurateurs, élus et consommateurs. Avec trois emplois à la clé.

L'Adapoc entend, par ailleurs, établir un pont avec le projet d'université des sciences gastronomiques qui mûrit actuellement à Plouhinec.

## Petites et grandes histoires de terre en Bretagne

### 2 mars 2000. Un menhir livré aux Allemands

Ils sont fous ces Scaërois ! En mars 2000, pour rester dans le ton d'une Cavalcade dédiée cette année-là à Astérix et Obélix, les habitants de Scaër décident d'offrir un menhir à la ville jumelle de Würm. Une bête de plus de 12 tonnes, 4 mètres 10 de haut, 1,40 m de diamètre. Un bloc de granit qu'ils vont extraire des carrières Le Rouzic dans le Morbihan, commune du Saint. Aussitôt dit, aussitôt fait et le menhir, perché sur un porte-char piloté par Jo, le président du jumelage, prend la direction de la bourgade rhénane située près de Stuttgart, 982 km plus à l'Est. Depuis, le menhir trône au milieu d'un square. L'histoire ne dit pas combien de sesterces ont été dépensées pour l'achat de ce cadeau de poids désormais indétronable. Depuis cette démonstration de force, le granit breton a gagné son indication géographique. Histoire de mieux se défendre contre l'importation de petits pavés chinois, espagnols ou portugais...



« Il y a 30 ans, la filière bretonne employait encore 4 000 salariés... »  
Christian Corlay, secrétaire général de l'UNICEM Bretagne



### « Granit » ou « granite » ?

Selon le dictionnaire Larousse, les deux orthographes sont correctes. Granit (sans e) est la forme la plus courante, granite (avec e) celle qu'utilisent les géologues pour désigner la roche. Les deux sont masculins.

### LE CHIFFRE

La quantité de granit importée en France en 2015

326 985 tonnes